



giz Deutsche Gesellschaft
für internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Bulletin d'information « Le Rossignol »

Information sur l'actualité et les activités de la GIZ Togo

Un service du Bureau de la GIZ à Lomé

Edition n° 6

Mai 2016

Chères lectrices, chers lecteurs,



Fin 2015 / début 2016 a été une période particulièrement excitante et intense pour la coopération allemande au Togo.

Début janvier, le Ministre fédéral de la Coopération économique et du Développement, S.E. M. Gerd MÜLLER, est venu en visite officielle au Togo.

En mars, ont eu lieu les Consultations intergouvernementales à Lomé en prélude aux Négociations intergouvernementales prévues à Berlin/Allemagne en juin prochain.

En avril, le Togo a accueilli le Président adjoint du Parlement allemand, M. SINGHAMMER, à la tête d'une importante délégation économique.

De nouveaux programmes ont été lancés, comme en témoignent des articles que vous lirez ci-après. La GIZ est chargée de leur mise en œuvre technique sur le terrain, tout comme elle continue à poursuivre et à développer ses trois grands programmes de base.

Nous nous réjouissons de l'ampleur et du dynamisme que cette coopération technique a pris en si peu de temps et nous vous remercions de l'intérêt que vous portez à cette évolution.

Bonne lecture, et n'hésitez pas à nous adresser vos observations.

Annette Rathjen
Directrice résidente de la GIZ Togo

Sommaire

- ProDRA-FUCEC
- Programme Bonne Gouvernance/ Décentralisation
- La formation professionnelle duale est de retour !
- Programme ProREDD
- La journée internationale de la femme célébrée au Togo
- La direction des Etudes de Population et l'INSEED en Allemagne
- Suivi-évaluation de SCAPE
- Atelier sur l'élaboration des politiques agricoles
- Le sport : Un nouvel élan pour la coopération Togo-Allemagne
- La remise de matériel complète le renforcement de compétences
- Programme de sécurité alimentaire, composante du Togo

Nos partenaires – site-web

Base de données officielle de l'agriculture au Togo dans le cadre de PNIASA

[ProDRA](#)

Base de données des acteurs actifs pour la promotion de l'emploi des jeunes

[ProFoPEJ](#)

Site web d'orientation professionnelle

[ANPE](#)

Site officiel du Secrétariat Technique du DSRP (Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté):

[scape.tg](#)

Liens connexes

ProSport: Sport pour le développement

• [BMZ Sport für Entwicklung](#)

• GIZ Sport et Développement – Fiche d'information

– [Français](#)

– [Allemand](#)

– [Anglais](#)

ProMono:

Réserve de biosphère transfrontalière du Delta du Mono

[Site Internet ...](#)

Échange des expériences **IUCN World Conservation Congress**

01 - 10 Septembre 2016,

[Site Internet ...](#)

ProREDD

Appui au REDD+-readiness et réhabilitation de forêts au Togo

- Atelier international d'échange SNRD
- La mise en place de la démarche « Qualité » (BPH, BPF, HACCP)
- Comment mieux suivre les apprenants des centres de formation

[Site Internet ...](#)

Forest Carbon Partnership –
Togo

[Site Internet ...](#)

Informations sur les programmes de la GIZ Togo

L'exemple du partenariat ProDRA-FUCEC

Faciliter l'accès des producteurs aux financements

L'approche entrepreneuriale FBS (Farmer Business School) introduite par le Programme pour le Développement Rural et l'Agriculture (ProDRA) a mis les bases pour faire des producteurs agricoles des entrepreneurs à part entière. En effet, elle a jusqu'ici permis de renforcer les capacités professionnelles de plus de 7 000 producteurs. Ceux-ci ont acquis des connaissances techniques et des capacités managériales pour exploiter les technologies et les opportunités de marchés pour plus de revenus. Or, toute entreprise a besoin de capitaux pour financer ses activités. L'accès très limité des producteurs aux financements constitue un facteur limitant majeur pour la mise en œuvre des connaissances acquises.

Pendant que ces producteurs dotés de connaissances managériales ne savent par quel chemin passer pour avoir les faveurs des financiers, les banques et les institutions de micro finance comme la FUCEC disposent d'une grande réserve de liquidité. Elles sont à la recherche de preneurs, mais hors du secteur agricole. Ceux-ci jugent l'octroi de crédit aux producteurs très risqué. C'est un secteur d'activités qu'ils ne maîtrisent pas. C'est pour établir un lien entre les deux secteurs et permettre aux entrepreneurs agricoles issus des écoles FBS que ProDRA a initié un partenariat avec la FUCEC.

Le partenariat se limite dans un premier temps à la région Centrale du Togo. Il vise à faciliter l'accès des producteurs formés en FBS à des crédits de production auprès des Coopératives d'Epargne et de Crédit (COOPEC) de la FUCEC. Cinq spéculations ont été retenues: il s'agit du maïs, du soja, du riz, du manioc et de l'anacarde. Pour y arriver, ProDRA et FUCEC ont développé un modèle d'octroi de crédit et élaboré un plan de renforcement des capacités des agents de crédits de la FUCEC sur les filières agricoles.

Un atelier organisé conjointement par ProDRA et FUCEC du 08 au 09 mars 2016 à Sokodé a été l'occasion de matérialiser le partenariat. L'objectif de l'atelier était de valider le modèle d'octroi de crédit et de doter les agents de crédit de la FUCEC des connaissances sur les filières agricoles retenues. L'atelier a vu la participation de 15 agents de crédit, de l'expert en agriculture et du directeur de crédit de la FUCEC. Outre les agents de la FUCEC, la séance de validation du modèle de crédit a vu la participation des leaders des sept (07) coopératives retenues pour la phase pilote, du Directeur de la Délégation Régionale de l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT) et de deux représentants de la CAGIA. La phase test du modèle de crédit qui concerne pour cette campagne agricole uniquement la filière maïs pourra potentiellement faciliter l'accès au crédit à près de 210 producteurs formés en FBS. Les zones pilotes sont les villages Azanadè et Salimdè dans la préfecture de Tchoudjo ; Kamboli, Alibi1, Dantcho et Larini dans la préfecture de Tchamba.



A part le financement, le paquet crédit sera constitué d'un accompagnement technique par des conseillers agricoles, d'une prestation de mesure des surfaces à exploiter par GPS par les agents de FUCEC et d'une mise à disposition d'un Référentiel Technico-Economique (RTE) par ProDRA. Ce RTE qui retrace entre autres l'itinéraire technique de la culture et le calendrier culturel de la culture à financer sera un grand support pour les deux parties. D'une part, il servira de guide de Bonnes Pratiques aux producteurs pour la réussite de la production. D'autre part, il permettra aux agents de crédit de la FUCEC de bien dimensionner le crédit aux besoins des producteurs, d'assurer le suivi et de mettre l'argent à leur disposition au moment opportun.

Ce dispositif pourra contribuer à la réduction du risque et à l'augmentation du taux de recouvrement. La réussite de cette phase pilote d'octroi de crédit aux producteurs pourra progressivement faire naître un climat de confiance entre les IMF en possession de surliquidité et les producteurs en quête de crédit pour devenir de vrais entrepreneurs et créateurs de richesse. ProDRA aura à travers ce partenariat apporté sa modeste contribution pour mettre les entrepreneurs agricoles issus du moule FBS sur le chemin de la professionnalisation. Cet objectif si important pour les décideurs et les acteurs qui œuvrent pour l'amélioration des conditions de vie des acteurs du monde rural pourra ainsi faire du slogan du FBS une réalité: faire de l'argent avec l'agriculture.

Bernard Gnatouang, bernard.gnatouang@giz.de, Assistant Technique ProDRA,
Soulemana Adjibadja, soulemana.adjibadja@giz.de

Responsable : Dr. Mathias Braun, paul-mathias.braun@giz.de

[Vers le haut de page](#)

Programme Bonne Gouvernance/ Décentralisation

Le Comité de Pilotage du programme s'installe au niveau national



Le 15 décembre 2015 a eu lieu au sein du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités Territoriales (MATDCL), la première rencontre du Comité de Pilotage du niveau national dans le cadre du programme Bonne Gouvernance/

Décentralisation (ProDeG).

L'installation du Comité répond aux exigences du système de management de la GIZ, dénommé 'Capacity Works', qui préconise que les partenaires prennent les décisions stratégiques en commun accord et à haut niveau. Selon ce principe de responsabilité commune, le comité se concertera désormais sur les actions

à mener, veillera à l'observation des priorités de la SCAPE dans la mise en œuvre du projet ainsi que sur la concertation des acteurs impliqués dans cette mise en œuvre.

Plusieurs membres constituent le nouveau comité qui se réunit deux fois par an et qui est présidé par le Secrétaire Générale du MATDCL : 2 représentants du MATDCL, 1 représentant du Ministère des Affaires Etrangères, 1 représentant du Ministère de l'Economie et des Finances, 1 représentant du Ministère de la Planification du Développement, 1 représentant de l'Union des Communes du Togo, la chef de programme du ProDeG. L'association du projet PAD de la coopération financière (KfW) est prévue. La Directrice Résidente de la GIZ et un représentant de l'Ambassade d'Allemagne peuvent être associés pour un débat sur les questions stratégiques. En outre, le Comité peut faire appel à des personnes ressources en cas de besoin.

Rappelons que le ProDeG, dans sa phase actuelle, œuvre dans quatre domaines :

Le domaine de décentralisation englobe l'appui à la mise en œuvre de la feuille de route sur la décentralisation et les élections locales, l'appui à l'approbation sociale de la décentralisation et le renforcement des capacités de l'UCT.

La finance locale mène des activités d'appui-conseil pour l'augmentation des recettes propres des communes et sur le cycle de formations pour les agents communaux. Le ProDeG prévoit également un forum national sur les résultats et perspectives de son accompagnement des communes dans ce domaine ainsi que la promotion du budget participatif.

Dans le cadre de l'appui à l'état civil, le renforcement des capacités des 3 communes en vue de la modernisation de ses services et de l'application d'un schéma standardisé des actes d'état civil sera complété par l'appui-conseil au MATDCL en matière de formulation de stratégie nationale de délivrance accélérée.

En matière d'assainissement, le comité de pilotage s'est attendu sur l'appui à l'organisation du transfert de compétences aux collectivités locales, l'élaboration d'un concept d'assainissement dans les communes ainsi que l'appui au dialogue entre la mairie et les acteurs de l'assainissement.

Au cours de la première séance, le comité de pilotage a validé le plan opérationnel 2016 et mené des échanges sur la phase prochaine ainsi qu'un projet de co-financement entre le ProDeG et l'Union Européenne dont le démarrage est prévu fin 2016.

Contact :

Ina Dettmann-Busch, ina.dettmann-busch@giz.de

[Vers le haut de page](#)

ProFoPEJ

La formation professionnelle duale est de retour !



Depuis janvier 2016, les apprentis togolais peuvent de nouveau opter pour un apprentissage de type dual-coopératif ! Accompagné par le Programme « Formation Professionnelle et Emploi des Jeunes » de la Coopération allemande exécuté par la GIZ, le Ministre Georges Kwawu AïDAM a lancé les cours d'apprentissage ensemble avec le

Ministre Fédéral de Coopération Economique et du Développement, M. Gerd MÜLLER, le 5 janvier 2016. Les cours font partie de la mise en œuvre de la réforme du système de la formation professionnelle au Togo. La réforme vise d'assurer une haute qualité de la formation professionnelle ainsi que de l'adapter aux besoins du secteur privé. Le dual-coopératif est à la fois très pratique et permet à l'apprenti d'apprendre non seulement comment faire les choses dans un climat d'atelier ou d'entreprise, d'acquérir du savoir en gestion d'entreprise

mais également de compléter son savoir théorique et d'obtenir un aperçu complet des techniques du métier choisi.

Comment fonctionne la formation dual-coopérative ? L'apprenti et son maître-artisan concluent un contrat d'apprentissage. Il ou elle travaille pendant quatre ou cinq jours (selon le métier et les habitudes) par semaine dans l'atelier de son patron ou de sa patronne et reçoit une formation pratique par son maître. En même temps, l'apprenti est inscrit dans un centre de formation professionnelle, elle ou il y va un jour par semaine pour compléter ses compétences théoriques et pratiques.

La formation duale-coopérative est offerte dans quels métiers ? Pendant la phase pilote, la formation duale-coopérative est disponible dans cinq métiers et dans les villes comme suit : Mécanique-auto et coupe/couture au CRA à Tsévié, mécanique deux-roues au Lycée technique à Sokodé et menuiserie et électricité-bâtiment au CRETFP à Kpalimé.

Le Togo, à travers le Ministère Délégué d'Enseignement Technique de la Formation Professionnelle, a initié la mise en place d'une plateforme des pays de la sous-région francophone afin de mutualiser les curricula de la formation professionnelle. Une première rencontre des pays participants s'est tenue en février 2016 à Lomé. Six pays participent à la plateforme : le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. L'objectif principal est l'échange des curricula déjà élaborés pour la formation professionnelle afin d'économiser des ressources souvent assez élevées de production des curricula et surtout pour permettre aux pays membres de rapidement élargir leur gamme de métiers modernisés en dual-coopératif ou en alternance adapté. Le Togo pourra alors, assez rapidement, ajouter d'autres métiers à ceux déjà offerts dans le système dual-coopératif.

Une formation orientée vers les besoins du marché permettra d'obtenir des produits de meilleure qualité, aussi dans le domaine de la transformation agro-alimentaire. Le secteur artisanal offre une large gamme de professions nécessitant des compétences très diversifiées. Dans plusieurs secteurs, le Togo ne dispose pas de main d'œuvre qualifiée et l'importe alors d'autres pays. Une formation professionnelle améliorée augmentera de manière significative l'employabilité des jeunes togolaises et togolais et ainsi leurs chances de s'insérer dans le marché de travail. Avec une contribution d'environ 18% au PIB, l'artisanat joue un rôle important dans le développement économique du pays et pourra ainsi contribuer d'avantage à la croissance économique du Togo.

A Contacter :

Silke Woltermann, silke.woltermann@giz.de

[Vers le haut de page](#)

Programme ProREDD

Trois étapes essentielles achevées dans le cadre du premier inventaire forestier national au Togo



Du 20 au 22 janvier 2016 s'est tenu à Lomé l'atelier de planification opérationnelle du ProREDD de la GIZ pour l'année 2016. Démarré en septembre 2014, le programme, en partenariat avec les structures du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières – MERF, a bien voulu baser les

interventions de l'année 2016, sa deuxième année d'exécution, sur les résultats de deux produits essentiels obtenus en première année d'exécution :

1. L'analyse institutionnelle et organisationnelle des structures du MERF dans le cadre de la gestion durable des forêts togolaises, analyse conduite par le bureau GECA du Bénin, et
2. La cartographie de l'occupation du sol sur la base d'images satellitaires de haute résolution comme base d'aperçu sur la partie du territoire nationale

occupé par des surfaces forestières.

La cartographie a été effectuée par quatre cartographes du MERF ayant reçu une formation et un accompagnement approfondi par le bureau d'ingénieur conseil, la Deutsche Forstservice GmbH.

Ces deux produits sont complétés par des travaux de collectes et de mesures des données forestières sur toute l'étendue nationale depuis le mois de septembre 2015. Ainsi des mesures ont été prises sur mille placettes permanentes pour connaître exactement l'état des ressources forestières au Togo (espèces, nombre, volume, état, etc.) réparties sur dix strates forestières et définies avant l'exécution de ce premier inventaire forestier national au Togo. Les travaux de collecte des données sur le terrain ont été terminés sous la conduite du bureau d'ingénieur conseil, la Deutsche Forstservice GmbH, comme planifiés le 31 mars 2016. Après analyse des données, une première restitution est prévue pour la fin du mois de mai 2016.

En prélude à la fin de cette phase de collecte des données sur le terrain -prévue pour fin mars 2016- S.E., Monsieur le Ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières, Monsieur André JOHNSON, et l'Ambassadeur d'Allemagne au Togo, Monsieur Christophe SANDER, se sont rendus sur le terrain le 18 mars 2016 pour constater de visu le bon déroulement des travaux. Ils étaient accompagnés du Chef de Programme (CP) ProREDD, des Directeurs régional et préfectoral du MERF. La placette 240 située dans la localité d'Agou-Konta dans la préfecture d'Agou (région des Plateaux) a prêté son cadre à cette visite. Ce rendez-vous a également connu la présence de l'ensemble des membres des équipes de terrain de l'IFN, ainsi que du personnel de la DFS/UNIQUE, des journalistes nationaux, de la presse écrite et de l'audiovisuel, et de la Coordination Nationale REDD+ (BM/FCPF).

Le Togo fait grande exception parmi les pays ayant souscrit au processus REDD+, car avec les résultats du premier inventaire forestier (et de carbone) national, le Togo dispose désormais de données qualitatives et quantitatives fiables sur ses ressources forestières, lui permettant, non seulement, I. de bien orienter sa stratégie nationale REDD+ sur la base d'une situation bien connue, mais également II. d'engager un processus de planification des aménagements forestiers au niveau national, régional et local, permettant de faire « attirer » de façon efficace les projets pilotes REDD+ lors des phases d'investissement REDD+ à venir. L'IFN permet d'ailleurs (actions appuyées par le ProREDD) d'établir les niveaux de référence, permettant au Togo. au courant de la phase Readiness. de s'articuler précisément sur le niveau de la dégradation et de la déforestation des ressources forestières au cours des 30 dernières années. Ceci permettra de s'articuler sur les efforts à fournir pour au moins maintenir la situation actuelle du stock du carbone ou même d'augmenter ce stock de carbone à travers la mise en œuvre de modèles de gestion durable des forêts au Togo.

D'ici 5 ans, le Togo sera demandé d'exécuter le deuxième IFN lui-même et sur budget propre. L'analyse institutionnelle des structures du MERF dans le cadre de la gestion durable des forêts (ProREDD, octobre/ novembre 2015) démontre que le MERF manque de structures mandatées officiellement, bien structurées et efficaces, avec un personnel compétent à des postes bien décrits permettant d'assumer cette responsabilité. Le MERF s'est engagé de revoir son organigramme et de mettre à jour les mandats de certaines structures et de son personnel lui permettant de répondre aux exigences d'une « gestion durable et moderne des forêts dans un contexte REDD+ ». Pour ce faire, une unité de cartographie, une unité de gestion des données de l'IFN, une unité de communication et une unité de planification stratégique vont être mises en place (mise à jour des mandats). A cette fin, 4 cartographes du MERF ont été formés au courant des dix derniers mois, environ 50 agents du MERF/ de l'Université/ de la Société Civile ont été formés en matière d'inventaire forestier en Juin 2015 et d'autres formations spécifiques « selon les descriptifs des postes » et la nomination du personnel vont suivre.



Article et Contact :

Andreas Schleenbaecker (Chef de Programme),
andreas.schleenbaecker@giz.de

[Vers le haut de page](#)

ProCIV

La journée internationale de la femme célébrée au Togo

Dans le cadre de la journée internationale de la femme célébrée tous les 08 mars dans le monde entier, le Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de l'Hydraulique, à travers sa Cellule Focale Genre et la Direction des Ressources Humaines, a organisé pour la première fois, la célébration de la journée internationale de la femme en cette année 2016. Cette célébration était placée sous le thème : « Droits égaux et opportunités égales pour un Togo émergent d'ici 2030 : La femme au cœur du développement agricole ».

Au cours de ce panel d'échanges modéré par M. TOUNOUVI du ProCIV, certains points importants ont fait l'objet d'écoute attentive suivis d'un débat tels que :

Introduction au genre

- Le genre reflète les relations sociales entre les hommes et les femmes et la manière dont ces relations sont formatées par la société ;
- Les questions de genre essaient d'amener des mutations dans les rapports entre hommes et femmes ;
- L'égalité dans les questions de genre promeut des possibilités et des chances égales à tous dans la vie ;
- Le genre est un ensemble de facteurs variables d'une société à une autre, d'une époque à une autre, selon l'âge, la classe, la religion et l'économie.

Etat des lieux sur le genre au MAEH

- Le genre prend en compte les besoins du groupe social défavorisé. Il ne signifie pas spécifiquement les besoins des femmes ;
- Le MAEH compte 2608 agents dont 14% de femmes ;
- A la base, 72% de la population du Togo est active avec une proportion de 51,2% de femmes majoritairement analphabète qui pour la plupart a un revenu faible et un accès difficile à la terre et au crédit ;
- Le besoin de renforcement des capacités s'impose à tous les niveaux pour les femmes.

Femme et développement dans le secteur agricole

- Le Togo est très engagé dans la production agricole y compris l'élevage et l'aquaculture. Les femmes se retrouvent dans tous ces secteurs soutenus par le PNIASA ;
- Le besoin actuel est l'autonomisation des femmes dans le secteur agricole. Il s'agit pour les femmes d'être capables de prendre des décisions par elles et

pour elles-mêmes ;

- La création d'une banque agricole devient une nécessité pour le développement du secteur agricole au Togo.

Violences faites aux femmes en milieu de travail

- Les violences basées sur le genre concernent toutes les catégories de personnes (femmes, filles, hommes, garçons, handicapés, etc.) ;
- La violence au travail est caractérisée par le harcèlement moral et/ou sexuel ;
- La violence faite aux femmes en milieu de travail se présente sous multiples formes et doit être à chaque fois dénoncée.

En conclusions de cet atelier, on soulignera que la rencontre d'échanges organisée par la cellule focale genre du MAEH a été l'occasion de bien faire comprendre les questions de genre et de présenter un plaidoyer en faveur des femmes dans le secteur agricole. Les échanges entre les participantes ont mis l'accent sur (i) la nécessité de reprendre les programmes d'alphabétisation, (ii) la prise en compte de la problématique de l'accès à la terre et (iii) le renforcement du cadre de concertation pour le plaidoyer en faveur des femmes.

Participation au panel et à la rédaction :

M. Tounouvi Komi du ProCIV, komi.tounouvi@giz.de



Vers le haut de page

La direction des Etudes de Population et l'INSEED en Allemagne



Une délégation togolaise du Ministère de la Planification du Développement a effectué une mission de partage d'expérience à Bonn en Allemagne du 15 au 17 février 2016.

Cette mission s'inscrit dans le cadre de la mesure « Dynamique

Démographique » qui vise une meilleure intégration de la dynamique démographique dans la planification locale, nationale et dans les programmes de coopération du Togo avec ses partenaires bilatéraux et multilatéraux. L'objectif de la mission était de partager avec leurs homologues allemands les expériences et les informations relatives aux questions de statistique et d'intégration de la dynamique démographique dans la planification.

Conduite par Mme WOMITSO, Directrice des Etudes de Population et M. GENTRY, Directeur des Echanges et de la Coordination à l'Institut National de Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), la délégation togolaise (de trois personnes) a été accueillie par le projet sectoriel Dynamique Démographique, santé et droits sexuels et reproductifs DD-SDSR.

Le chef du projet DD-SDSR, Dr EPPEL, s'est réjoui de la collaboration sur la thématique avec le Togo qui constitue l'un des pays pilotes avec la Burundi, le Kenya et l'Ouganda et des résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre de la mesure FEE-DD.

La mission a servi de cadre pour ces institutions en charge de la collecte et de l'intégration des données démographiques dans la planification, de partager les réalités de leurs structures avec leurs homologues allemands notamment du Ministère Allemand de l'Intérieur (BMI), de l'Office fédéral allemand de la statistique (DESTATIS) et de l'Institut fédéral de recherches démographiques (BiB) afin de s'imprégner des réalités allemandes sur la thématique.

Les séances de travail ont permis de relever que la prise en compte de la dynamique démographique dans la planification doit émaner d'une volonté politique clairement manifestée sur le sujet. Toutefois, l'attention des décideurs politiques demeure un défi dans la mesure où les enjeux démographiques se manifestent dans le moyen et long terme alors que les enjeux électoraux de ces décideurs se situent dans le court et moyen termes. Une large diffusion des résultats des études portant sur la démographie et une réelle implication des différentes parties prenantes pourrait donc attirer l'attention des politiques sur le sujet.

Le partage d'expériences s'est étendu aux collaborateurs de la GIZ travaillant sur les thématiques relatives à la santé de la reproduction, aux personnes souffrant d'un handicap etc., à Bonn, à Berlin, et à Eschborn. Ces échanges ont mis en exergue les défis liés à la collecte des données pour le suivi des objectifs de développement durable (ODD) et le caractère participatif que doit revêtir le processus d'élaboration de la politique nationale de population.

La mission a également permis à la délégation togolaise de s'informer sur le processus de programmation des actions entrant dans la coopération de l'Allemagne avec les pays partenaires. Une rencontre avec les services en charge des politiques démographiques et de santé au Ministère allemand de la Coopération (BMZ) a servi de cadre à la délégation togolaise pour soumettre ses besoins d'appui qui concernent essentiellement la poursuite des actions permettant de consolider les acquis de la mesure « Dynamique démographique » notamment

La délégation togolaise a regagné Lomé le 19 février 2016, enrichie des expériences allemandes en matière d'organisation des institutions de collecte et d'analyse des données démographiques et des approches permettant d'atteindre une réelle intégration des questions de population dans la planification au Togo.

Contact :

Anita **SEBIO KOUHE**, anita.sebio-kouhe@giz.de

[Vers le haut de page](#)

FEE SCAPE

Suivi-évaluation de SCAPE



L'appui GIZ au suivi-évaluation de la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE)

Pour suivre les progrès enregistrés dans la mise en œuvre de la SCAPE, le Gouvernement du Togo prévoit de mettre en place un système de suivi comprenant deux niveaux : le niveau central/sectoriel et le

niveau régional/local.

Le dispositif du niveau central et sectoriel repose sur des Comités ministériels qui ont pour responsabilité de suivre la performance des plans d'actions, des politiques et stratégies sectorielles qui concourent à l'atteinte des objectifs poursuivis par la SCAPE.

Pour asseoir le dispositif du niveau régional et local, le Gouvernement du Togo à

la faveur de la reprise de la coopération germano-togolaise, a sollicité l'appui de la coopération allemande ; depuis Mars 2014, la GIZ apporte à cet effet, un appui-conseil au Secrétariat Technique du DSRP.

Le suivi-évaluation national et régional de la SCAPE

Le suivi-évaluation régional en cours d'implémentation avec l'appui de la GIZ se mène dans les régions Centrale et Maritime ; il a vocation à susciter la production des informations de suivi des interventions des acteurs régionaux et locaux de développement et à assurer leur remontée vers le niveau central pour assurer des prises de décisions d'ordre stratégique et opérationnel pertinents, basée sur des faits réels afin d'orienter judicieusement les choix des responsables gouvernementaux.

Dans ce sens, l'intervention de la GIZ vise à renforcer les capacités des acteurs en suivi évaluation participatif de la SCAPE selon une démarche axée sur la recherche d'impact et de durabilité des acquis.

Cette orientation a fait dire à Mr Paul Koubalékota KAMAGA, Secrétaire Technique du DSRP, que « les dispositifs régionaux mis en place avec l'appui de la GIZ, renforcent les bases d'un dispositif national intégré de suivi des actions de développement par les populations, cohérent et bien articulé avec le mécanisme central/sectoriel et permettant d'associer davantage les acteurs du développement dans la définition des priorités nationales ».

Les expériences de suivi-évaluation participatif dans les deux régions pilotes

Le dispositif de suivi-évaluation participatif de la SCAPE est effectif depuis juin 2015 dans la Région Centrale et la Région Maritime. Il valorise la contribution des catégories d'acteurs du développement régional au suivi-évaluation de la SCAPE en promouvant la participation, la transparence, l'obligation de rendre compte et l'affirmation de la responsabilité de l'Etat.

Ce dispositif qui préfigure les Comités régionaux de suivi-évaluation participatif institué par le Gouvernement togolais repose sur des Groupes thématiques et une Cellule régionale de suivi-évaluation qui en constituent les instruments opérationnels.

Les Groupes thématiques regroupent les acteurs régionaux de développement repartis selon les axes de la SCAPE ; ils ont pour responsabilités de produire par axe de la SCAPE, des Rapports de suivi des réalisations effectuées dans la région ; leurs travaux s'effectuent sous la responsabilité d'un Directeur régional sectoriel choisi en regard de l'axe dont relève son Administration.

Les Directeurs régionaux des différents secteurs représentés dans la région sont membres des Cellules régionales. Sous la coordination conjointe du Directeur régional de la planification du développement et du Représentant du Réseau des Organisations de la Société Civile des Régions d'intervention (RESODERC, CONGREMA), les Cellules régionales ont pour missions de produire, à partir des travaux des Groupes thématiques, les Rapports régionaux annuels de suivi-évaluation de mise en œuvre de la SCAPE. Les Rapports régionaux pour la gestion 2015 sont en cours d'élaboration.

Au cours des dix derniers mois, plusieurs réunions se sont tenues sous la responsabilité des Préfets et des DRPDAT. Elles ont mobilisé dans chaque zone d'intervention plus de trois cent (300) personnes provenant du secteur privé, des administrations déconcentrées et décentralisées, des OSC et des projets et programmes de développement ; au nombre de celles-ci, huit (08) ateliers qui ont connu la participation du Secrétaire Général du MPD et du ST-DSRP ont eu lieu dans chaque région.

Le Secrétaire Technique du DSRP a résumé le processus comme suit : « Ainsi, grâce au suivi-évaluation participatif, les acteurs régionaux et locaux sont informés de l'ensemble des réalisations en cours dans leurs régions. La participation, la transparence et l'obligation de rendre compte s'expriment au sein des cadres de concertation que sont les Groupes thématiques et les Cellules régionales de suivi-évaluation participatif de suivi créés avec l'appui de la GIZ ; quant à la responsabilité de l'Etat, celle-ci s'affirme à travers la chaîne administrative des services déconcentrés, ayant la responsabilité d'animer les Groupes thématiques de suivi ».

L'implémentation du suivi-évaluation participatif constitue le focus de la mesure

de l'appui de la GIZ à la SCAPE. Au stade actuel de mise en œuvre, les principaux défis résident dans le renforcement des capacités des acteurs impliqués en matière d'organisation de la collecte des données de suivi, leur traitement et leur diffusion. Notons que jusqu'à présent, cet appui de la GIZ est la seule intervention au niveau régional et local, de la communauté des partenaires techniques et financiers appuyant la SCAPE.

Site officiel du Secrétariat Technique du DSRP

(Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté):

scape.tg

Contact :

Ina Dettmann-Busch, Chef de programme ProDeG, ina.dettmann-busch@giz.de

[Vers le haut de page](#)

Atelier sur l'élaboration des politiques agricoles

Et si l'émergence de l'Afrique passait par la mise en œuvre de politique agricole efficace !!!

Un quart de la population mondiale vivra en Afrique d'ici 2050. La population africaine, qui compte actuellement 1,2 milliard d'habitants, doublera d'ici le milieu du siècle et atteindra 4,2 milliards d'ici 2100 avec une forte concentration dans les villes ([Unicef](#)). La demande alimentaire augmentera dans le même sens. Un autre facteur d'accélération de cette demande hormis l'évolution de la taille de la population, est la croissance (éventuelle) du revenu réel par habitant (lié au développement économique) entraînant l'augmentation de la part du revenu consacrée à l'alimentation surtout pour les produits carnés. Pour satisfaire cette demande, l'Afrique est obligée de garder sa balance commerciale structurellement déficitaire avec une part importante des importations réservée aux produits alimentaires. Avec la flambée des prix des produits alimentaires au niveau mondial, la conséquence immédiate est la détérioration des termes de l'échange.

Dans le même temps, l'agriculture occupe 2/3 (70%) de la population africaine majoritairement pauvre avec des niveaux de productivités faibles, entretenus par une faible intensification, une faible mécanisation et une faible capacité de transformation des produits. Dans le monde, plus de 60% des terres disponibles pour l'agriculture se trouvent en Afrique ([Source](#)).

Dans ce contexte, est-ce que l'Afrique peut se nourrir elle-même, émerger en accélérant la croissance économique de manière inclusive et éviter des crises alimentaires à travers la définition et la mise en œuvre des politiques agricoles efficaces ?

L'atelier sur l'élaboration des politiques agricoles organisé par la GIZ du 22 au 24 Septembre 2015 à Lomé

permet de tracer des pistes de réflexions à cette question centrale qui préoccupe les dirigeants et populations africains.

L'atelier a puisé ses réponses dans l'expérience des pays développés, émergents et aussi en voie de développement qui a fait l'objet des communications au cours de la rencontre. Les réflexions sont posées de manière pratique à travers l'expérience des participants d'origine diverses (Togo, Allemagne, Mali, France, Bénin, Ghana, Afrique du Sud, Belgique).

Il ressort fondamentalement que les initiatives d'élaboration de politique agricole devraient être construites sur la base de consultations nationales et d'une cohérence globale au niveau régional et continental en matière d'élaboration de politique publique. Elles doivent être inscrites dans des fenêtres d'opportunités mondiales pour accroître leurs chances d'être mise en œuvre et de susciter l'adhésion au niveau national et international. Les rôles et les responsabilités des acteurs ainsi que les mécanismes de fonctionnement et de gouvernance des institutions (à la base et au niveau central) doivent faire l'objet d'un dialogue constructif. Au final, la construction d'une politique agricole efficace doit venir de plusieurs acteurs pluridisciplinaires, praticiens ou non qui se complètent.

La conclusion d'un atelier aussi riche débouche sur la proposition de mise en place d'un réseau structuré qui permet d'échanger et d'organiser des colloques

et séminaires pour partager les expériences et renforcer les capacités des acteurs impliqués dans la conception et la mise en œuvre des politiques agricoles. Le réseau devra être porté par un partenaire leader des questions de réflexion endogènes sur l'émergence du secteur agricole.

Stéphane Kpowbié T. Akaya, Economiste, stephane.akaya@gmail.com

[Vers le haut de page](#)

Le sport : Un nouvel élan pour la coopération Togo-Allemagne



Avec une croissance remarquable, à échelle mondiale, des associations utilisant le sport comme outil de développement, le sport joue un rôle de plus en plus important dans la coopération internationale. Suite au lancement officiel du tout nouveau programme de la GIZ : Sport et Développement en Afrique (ProSport), le sport aura une

place d'autant plus importante dans la coopération germano-togolaise.

En 2014, le Ministre allemand de la coopération économique et du développement (BMZ), Dr Gerd MÜLLER, a lancé l'initiative « Place au sport : 1.000 chances pour l'Afrique ». En tant que partenaire technique du BMZ, la GIZ est à travers ce nouveau programme ProSport mandatée pour promouvoir la réalisation d'objectifs de développement par le sport. Le programme régional ProSport est implémenté principalement en Ethiopie, en Namibie, au Kenya et au Togo et mène des activités également au Nigeria, en RDC, au Ghana et au Rwanda.

En janvier dernier, Dr MÜLLER a effectué une visite au Togo au cours de laquelle il s'est rendu au nouveau terrain de sport de Kara, financé par le BMZ. Lors de son discours, le ministre MÜLLER a parlé du sport comme vecteur innovateur de coopération entre l'Allemagne et le Togo et a mis l'accent sur l'importance de la parité du genre dans le sport.

Quelques semaines plus tard, soit le 26 Février 2016, la GIZ a officiellement lancé son nouveau programme ProSport à Lomé. Animé par le journaliste sportif togolais Paul AGAH, cet événement s'est déroulé en la présence du Directeur des Sports et de l'Education Physique, M. Eloi Kodjo SALOKOFFI, du Chargé de Programmes de l'Ambassade d'Allemagne, M. Martin SCHLECHT, la Directrice Résidente de la GIZ, Mme Annette RATHJEN, et des représentants des quatre communes ciblées : Sokodé, Kara, Kpalimé et Tsévié.

Lors de l'atelier de démarrage qui s'est déroulé le même jour que l'élection du nouveau Président de la FIFA, M. SALOKOFFI a rappelé que l'Allemagne a une longue histoire d'appui dans le secteur du sport au Togo. Quant aux bénéfices du sport dans le développement, M SCHLECHT a noté que « le sport peut fortement contribuer à la réalisation de divers objectifs de développement, tels que l'amélioration de la santé, la prévention de la violence, l'égalité entre les sexes, la bonne gouvernance et la sensibilité environnementale. »

Au cours de sa mise en œuvre, ProSport sera accompagné par le programme de Bonne Gouvernance et Décentralisation de la GIZ (ProDeG). Mme Ina DETTMANN-BUSCH, la chargée du programme ProDeG, a surligné que son programme était prêt à donner un coup de main pour renforcer les activités de ProSport au Togo. En effet, ProSport a comme objectif d'améliorer les services sportifs offerts aux populations concernées par les quatre communes cibles. Cela à travers les trois axes principaux de ce nouveau programme :

(1) construction et réhabilitation de terrains sportifs

- (2) renforcement des capacités d'entretenir et de gérer les lieux sportifs
- (3) renforcement des capacités des acteurs impliqués dans le domaine du développement par le sport.

Le Sport et Développement est en croissance à échelle mondiale. Selon la plateforme internationale du Sport et Développement (sportanddev.org), il existe au moins 650 associations qui utilisent le sport comme outil de développement. Certaines d'entre elles interviennent depuis plusieurs années sur le territoire togolais.

N'hésitez pas à venir suivre les développements de ProSport dans les prochains numéros du Rossignol !

Liens connexes :

BMZ Sport für Entwicklung

www.bmz.de/de/themen/sport-fuer-entwicklung/

GIZ Sport et Développement – Fiche d'information

- [Français](#)
- [Allemand](#)
- [Anglais](#)



Vers le haut de page

Programme Bonne Gouvernance/ Décentralisation

La remise de matériel complète le renforcement de compétences



Kpalimé, Sokodé et Tsévié, les trois villes d'intervention du ProDeG viennent de réceptionner au début de 2016 des matériels leur permettant de mieux mettre en œuvre et de suivre leurs activités qui s'inscrivent dans le plan opérationnel du ProDeG. Les demandes en matériel ont été exprimées par les représentants

des communes, et la Chef de Programme du ProDeG a été rassuré du bon usage des dons. Rappelons que la GIZ, dont le mandat primordial est l'appui technique, ne donne de matériel que dans un contexte où ce matériel s'avère nécessaire et indispensable pour atteindre l'objectif des bénéficiaires dans le cadre de la coopération bilatérale.

Ainsi, les dons en matériel sont étroitement liés aux processus mis en œuvre en faveur d'une meilleure transparence, efficacité et prise en compte des besoins des citoyens et citoyennes par les communes et leurs partenaires.

Concrètement, ils sont censés faciliter les actions dans les quatre domaines (i) des finances locales pour l'augmentation des recettes communales, (ii) de l'état

civil pour la célérité et la qualité des prestations livrées, (iii) de l'assainissement pour la propreté des marchés et autres places publiques et (iv) de l'appui-conseil de proximité aux services municipaux en vue d'augmenter l'efficacité et la transparence de leurs prestations.

Chacune des communes a reçu une moto pour la mobilisation des recettes (Tsévié), le suivi des actions inscrites dans le plan de développement communal (Sokodé) et les activités d'assainissement communal (Kpalimé). En plus, du matériel informatique, des armoires métalliques, des fournitures de bureau, des tables et chaises ont été donnés aux communes. En dehors des communes, le conseil de la Préfecture du Kloto, la Plateforme des Organisations de la Société Civile de la Préfecture du Kloto ainsi que le cadre de concertation des CDQ de Kpalimé ont également reçu du matériel afin de mieux exercer leurs rôles et fonctions dans la coopération avec la commune.

Les mairies étant mieux équipées, les citoyens peuvent s'attendre à des changements positifs dans l'exercice des différents services de la mairie.

Contact :

Ina Dettmann-Busch, ina.dettmann-busch@giz.de



Vers le haut de page

Initiative spéciale « UN SEUL MONDE sans faim »

Programme de sécurité alimentaire, composante du Togo



Le Programme Sécurité Alimentaire et Renforcement de la Résilience intitulé « Lutte Multisectorielle contre la Malnutrition » connu au Togo sous le nom de ProSecAI est l'une des composantes de l'initiative spéciale « UN SEUL

MONDE sans faim ». Il est financé par le Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) pour une durée 27 mois et concerne douze (12) pays à échelle mondiale dont le Togo.

Le programme est structuré en quatre (04) champs d'action que sont : (i) Amélioration de la qualité des prestations sanitaires pour la mère et l'enfant et de l'appui-conseil agricole dans le domaine de l'alimentation ; (ii) Sensibilisation et amélioration des connaissances du groupe cible dans les domaines de l'alimentation et de l'hygiène de base ; (iii) Disponibilité et consommation d'aliments de bonne qualité et (iv) Ancrage d'approches à succès au niveau national.

Ce programme vise à améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle de 6 500 femmes en âge de procréer (15-49 ans) et de 2 200 enfants de moins de 2 ans,

dans la Région Maritime au Togo.

Les cultures ciblées par le programme sont : soja, moringa oleifera, papaye, maïs, patate douce à chair orange (fort taux en vitamine A), arachide. En plus, le programme mettra à la disposition des bénéficiaires, des sacs PICS® pour la conservation des aliments ainsi que des séchoirs solaires pour leur transformation. Il est également prévu de donner un appui-conseil en matière d'élevage de poules traditionnelles.

Activités réalisées :

Avant le lancement du programme, une collecte de données sur la vulnérabilité et la pauvreté dans les préfectures de la Région Maritime a été réalisée afin de sélectionner des villages cibles. L'analyse de ces données a fait ressortir vingt grands villages situés dans quatre préfectures, à savoir : Bas-Mono, Vo, Yoto et Zio.

Sur la base des données collectées sur le terrain, d'une part, et en s'appuyant sur le document technique, d'autre part, l'équipe du programme a élaboré un plan stratégique soumis à l'appréciation des différentes structures impliquées dans la mise en œuvre, ainsi qu'à certains partenaires techniques et financiers intervenant dans les domaines de l'agriculture et de la santé (nutrition). Ce programme a été lancé en présence de Mme Claudia Lormann-Nsengiyumva, Chargée de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, Renforcement de la Résilience à la GIZ à Bonn.

Le lancement du programme a permis le démarrage des activités effectives sur le terrain par une campagne de sensibilisation. Cette activité a été menée en impliquant des structures décentralisées du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale et celui de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique, d'une part, et les autorités administratives (préfets) et locales (chef canton, chef de village et les présidents des comités villageois de développement), d'autre part.

L'étude de référence a commencé par la collecte des données de base pour établir la situation de référence du programme. Ainsi, cette collecte de données a connu une phase de formation sur l'utilisation des tablettes comme outil de collecte de données. Cette opération s'est déroulée dans les préfectures et villages ciblés sur un échantillon de 440 ménages (femmes en âge de procréer avec un enfant âgé de 6 à 23 mois).

Une étude genre est également réalisée permettant de comprendre les inégalités entre les sexes et l'implication de la femme dans la gestion du ménage et des produits issus de leur exploitation agricole.

Le programme ProSecAI est mis en œuvre par le bureau d'étude allemand GFA Consulting Group sur ordre de la GIZ, appuyé d'une équipe de six experts nationaux. Le programme a son siège à Lomé et un bureau à Tsévié.

Contact pour le bureau d'étude responsable de cette composante du Programme :

kerstin.hell@gfa-group.de



Vers le haut de page

SNRD

Atelier international d'échange du Groupe de Travail "Agribusiness and Food Security (ABFS)" du SNRD



Un atelier international d'experts GIZ concernant l'agrobusiness, nutrition et sécurité alimentaire a eu lieu à Lomé entre le 01 et le 03 mars 2016 à Onomo Hotel, organisé par le porte-parole du groupe de travail ABFS Monsieur Moritz Heldmann, conseiller technique dans le programme ProDRA (Programme pour le Développement Rural et l'Agriculture). Le SNRD (Sector Network Rural Development Africa) est un réseau sectoriel de la GIZ liant des experts GIZ, des consultants associés et des partenaires du domaine de l'appui au

développement rural en Afrique.

Le groupe de travail ABFS est un des trois groupes du SNRD avec actuellement 111 membres. L'objectif du réseautage est d'échanger sur les évolutions du monde rural et de partager expériences, défis et succès afin de rendre le travail de la GIZ et ses partenaires plus efficient. Pendant la rencontre à Lomé 48 techniciens et décideurs de différents pays de l'Afrique et de l'Allemagne ont échangé sur le thème annuel du groupe de travail « Shaping rural transformation ? », voire en Français « contribuer à l'évolution du monde rural ».

Le discours de référence de l'atelier a été ouvert par le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de l'Hydraulique Monsieur Koutéra BATAKA portant notamment sur la place des jeunes dans l'agriculture et dans l'agrobusiness. Ensuite les experts ont échangé en plénière sur certaines thèmes clés du secteur notamment sur : (1) la création d'emploi et d'opportunités pour jeunes dans l'agrobusiness et agriculture, (2) l'évolution des organisations professionnelles paysannes, (3) les opportunités et défis liés aux technologies de l'information et de communication dans le secteur ainsi que (4) les Centres d'Innovation Vertes de l'initiative spéciale du Ministre Allemand BMZ « un monde sans faim ».

Suite aux échanges en plénière les discussions se sont poursuivies dans des groupes thématiques afin de (1) Promouvoir les liens entre agriculture, nutrition et santé, (2) Améliorer la compétitivité des petits producteurs dans un contexte de marchés diversifiés et de (3) Promouvoir les chaînes de valeurs ajoutée inclusive et durable pour améliorer revenus, emplois et subsistance.

Cliquez sur l'image pour ouvrir le document :



Plusieurs produits du Groupe de travail ont été présentés dont trois études sur (1) les organisations paysannes et (2) l'outil Farmer Business School (3) les technologies de l'information et de communication. Les études sont disponibles en version pdf (en partie en anglais en partie en français).

Les échanges ont permis aux membres du groupe de profiter concrètement des expériences partagées. Ils ont également définies des actions conjointes et les priorités pour l'année suivante, dont notamment le thème de l'accès aux services financiers et le thème de l'emploi des jeunes dans l'agriculture et dans l'agrobusiness. Le nouveau slogan du groupe est: « *Agribusiness and Food Security reloaded: towards a decent standard of living for new generations* »

Contact :

Moritz Heldmann, Porte-parole du Groupe de Travail ABFS du SNRD,
moritz.heldmann@giz.de



[Vers le haut de page](#)

Une formation pour les transformateurs des produits agroalimentaires du Togo

La mise en place de la démarche « Qualité » (BPH, BPF, HACCP)

Le secteur de la transformation locale des produits agricoles offre un potentiel important en termes d'emplois ruraux et urbains et de création de valeurs. Cependant ces produits présentent souvent des doutes liés à leur qualité et n'assurent pas ainsi une confiance aux consommateurs. Dans le souci de faciliter la compréhension et l'instauration d'une démarche qualité pour garantir la qualité de ces produits et satisfaire les exigences des clients, le Programme pour le Développement Rural et l'Agriculture (ProDRA) a organisé du 19 au 22 avril 2016 à Lomé un atelier de formation sur la mise en place de la démarche qualité (Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH), Bonnes Pratiques de Fabrication (BPF), et Hazard Analysis Critical Control Point (HACCP) en faveur de 17 PMI/PME agroalimentaires togolaises dont 7 représentées par des femmes. Cet atelier a été animé par un Consultant, Auditeur IRCA ISO 9001 version 2015.

L'objectif de cet atelier était d'accompagner les PME/PMI agroalimentaires dans le processus de mise en place et d'application du système HACCP, son rôle et ses avantages tout au long du circuit d'approvisionnement et de fabrication des denrées alimentaires. Il s'agissait donc de renforcer la compréhension des participants sur l'importance des BPH et BPF à l'intérieur de la zone de fabrication pour l'élaboration d'aliments surs et sains, connaître et maîtriser les méthodes d'analyse des dangers et les mesures préventives et correctives et mettre en place un document HACCP.

Dans le cadre de cette formation, un audit diagnostique a été préalablement réalisé par la visite du consultant chez une dizaine d'entreprises invitées, en vue de faire l'état des lieux en management de la qualité (BPH, BPF et le HACCP). Les 3 jours de formation ont porté en dehors de la partie théorique sur des échanges et discussions très enrichissants entre les participants et le consultant à travers des exemples concrets. En vue de rendre le contenu plus vivant, les participants ont travaillé en groupe sur le diagramme de fabrication, les différents types de dangers, les différentes étapes de la démarche qualité, l'analyse des dangers et l'établissement du plan HACCP.

Les présentations des résultats en plénière ont permis aux participants de tirer des leçons améliorantes. Un des points forts de cette formation était l'échange entre la délégation composée de Mme Schieber, Mme Rathjen et de M. Braun, respectivement Directrice de la GIZ pour l'Afrique de l'Ouest et Madagascar, Directrice Résidente de la GIZ Togo et Chef de Programme ProDRA et les exportateurs, les transformateurs et les producteurs primaires invités pour cette occasion.

Enfin, pour permettre aux entreprises participantes de lier la théorie à la pratique et constater donc les différentes étapes de la démarche HACCP sur le terrain, une visite à une entreprise de fabrication de produits laitiers à Lomé a été effectuée le 22 Avril. Une réelle satisfaction des participants à la suite des échanges effectués à la fin de la visite a été enregistrée.

Il a été décidé pendant la formation que chaque entreprise participante restitue le contenu de la formation à ses collègues et prépare un document HACCP. La GIZ ProDRA accompagnera ces entreprises dans l'accomplissement de leurs tâches en vue de mettre sur le marché des produits qualitativement sains et économiquement plus compétitifs.

Article rédigé par

Kodjo Magloire Agbegnido,
coordonnateur Togo du projet EFTP/PPDAA,
kodjo.agbegnido@giz.de



Vers le haut de page

Projet EFTP

Comment mieux suivre les apprenants des centres de formation



Du 22 au 25 mars 2016, un atelier régional a été organisé avec l'appui du consortium des bureaux d'études AFC et GOPA à Lomé, dans le but d'harmoniser les outils statistiques (questionnaire et logiciel) du dispositif de traçabilité dans les trois pays pilotes francophones (Benin, Burkina Faso et le Togo) du projet EFTP.

Partant des outils élaborés par le Togo, entre autres, le questionnaire des

apprenants entrant, le questionnaire des apprenants sortis 6 mois puis 1 à 2 ans après la formation, et le logiciel de collecte, d'analyse et de traitement des données, des groupes de travail ont été constitués pour analyser et améliorer l'existant.

A l'issue des présentations et des travaux de groupe, un premier test du logiciel a été effectué sur le terrain à l'INFA de Tové et au centre YMCA/CAFAP avec des jeunes en formation et ceux sortis des centres.

Ainsi donc au terme des travaux de l'atelier, et des résultats des visites de terrain, il a été décidé d'élaborer trois types de questionnaires : (i) questionnaire pour apprenant entrant au centre, (ii) questionnaire pour apprenants sortis après 1 ou 2 ans, et (iii) questionnaire pour les employeurs des apprenants ; élaborer un guide d'utilisateur qui permettra aux responsables des centres et autres acteurs de mieux utiliser les outils mis à leur disposition, et enfin, il faut aussi former les points focaux des centres à l'administration des questions et aux traitements des données.

Au-delà des outils développés et harmonisés, certaines questions ont émergé et ont retenu l'attention des participants, pour faciliter l'implémentation du dispositif de manière efficace. Il s'agit de l'insuffisance de ressources humaines dans les centres de formation pour s'occuper de l'activité, le manque de moyens et équipements (ordinateurs pour les saisies des données), et financiers (appels téléphoniques et transport..), la difficulté de retrouver les diplômés sortis des centres, la faible capacité des acteurs des centres à analyser, traiter et faire le reporting.

Ces questions ont fait l'objet de discussions, et des pistes de solutions sont trouvées pour pallier ou réduire le risque d'échec.

Rappelons que le dispositif de traçabilité consiste à suivre le parcours des apprenants d'un centre de formation (formation initiale, modulaire ou à la carte) jusqu'à son insertion ou installation (emploi salarié, auto-emploi) pour disposer d'informations permettant de mieux orienter ou améliorer le système de formation au niveau local (centre de formation) ou au niveau national.

Article rédigé par

Kodjo Magloire Agbegnido, coordonnateur Togo du projet EFTP/PDDAA,
kodjo.agbegnido@giz.de

[Vers le haut de page](#)

Mentions légales

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société :

Bonn et Eschborn, Allemagne

T +49 228 44 60-0 (Bonn)

T +49 61 96 79-0 (Eschborn)

Friedrich-Ebert-Allee 36 + 40

53113 Bonn, Allemagne

T +49 228 44 60-0

F +49 228 44 60-17 66

Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5

65760 Eschborn, Allemagne

T +49 61 96 79-0

F +49 61 96 79-11 15

E info@giz.de

I www.giz.de

Tribunal d'instance (Amtsgericht)

Bonn, Allemagne

N° d'immatriculation au registre du commerce :

HRB 18384

Tribunal d'instance (Amtsgericht)
Francfort-sur-le-Main, Allemagne
N° d'immatriculation au registre du commerce :
HRB 12394

N° d'identification TVA : DE 113891176
N° d'identification fiscale : 040 250 56973

Président du conseil de surveillance

Dr Friedrich Kitschelt, Secrétaire d'État

Directoire

Tanja Gönner (Présidente du directoire)
Dr Christoph Beier (Vice-président du directoire)
Dr Hans-Joachim Preuß
Cornelia Richter

Responsable du bulletin d'information :

Annette Rathjen, Directrice résidente de la GIZ Togo, annette.rathjen@giz.de

Rédaction :

Annette Rathjen, Directrice résidente de la GIZ Togo, annette.rathjen@giz.de

- 1.(GIZ-ProDRA) Bernard Gnatouang, Assistant Technique ProDRA, bernard.gnatouang@giz.de, et Soulemana Adjibadja, soulemana.adjibadja@giz.de
2. (Programme Bonne Gouvernance/ Décentralisation) Ina Dettmann-Busch, ina.dettmann-busch@giz.de
3. (La formation professionnelle duale) Silke Woltermann, silke.woltermann@giz.de
4. (Appui au REDD+) Andreas Schleenbaecker, GIZ, andreas.schleenbaecker@giz.de
5. (Journée internationale de la femme) M. Tounouvi Komi, komi.tounouvi@giz.de
6. (Direction des Etudes de Population et l'INSEED en Allemagne) Anita Sebio Kouhe, anita.sebio-kouhe@giz.de
7. (Suivi-évaluation de SCAPE) Ina Dettmann-Busch, ina.dettmann-busch@giz.de
8. (Politiques agricoles) Stéphane Kpowbié T. Akaya, stephane.akaya@gmail.com
9. (Foot féminin) Jean-Pierre Detry, jean-pierre.detry@giz.de
10. (Remise de matériel) Ina Dettmann-Busch, ina.dettmann-busch@giz.de
11. (Programme de sécurité alimentaire) Keke Raymond, Raymond.Keke@gfa-group.de
12. (SNRD) Moritz Heldmann, moritz.heldmann@giz.de
13. (Mise en place de la démarche qualité) Abdallah Diop, abdallah.diop@giz.de
14. (Atelier régional) Kodjo Magloire Agbegnido, kodjo.agbegnido@giz.de

Crédits photo/Auteurs :

Article « GIZ au Togo » : ©GIZ/ giztogo@giz.de

Article « GIZ-ProDRA » : © GIZ/Bernard Gnatouang bernard.gnatouang@giz.de

Article « Programme Bonne Gouvernance/ Décentralisation » : ©GIZ/ Elikplim Afanvi ; elikplim.afanvi@giz.de

Article « La formation professionnelle duale » : ©GIZ/ Silke Woltermann, silke.woltermann@giz.de

Article « Appui au REDD+ » : © GIZ/ Liva Haensel liva.haensel@giz.de

Article « Journée internationale de la femme » : © GIZ/ Jean-Pierre Detry, jean-pierre.detry@giz.de

Article « Direction des Etudes de Population et l'INSEED en Allemagne » : © GIZ/ Christine Schuster, christine.schuster@giz.de

Article « Suivi-évaluation de SCAPE » : © MPD/ Agbogbaze, Amivi

Article « Foot féminin » : © Ute Grabowsky, mail@photothek.net (échange de fanions); © GIZ/ Heidi Beha, heidi.beha@giz.de (jeu de foot)

Article « Sport pour le développement » : © Ambassade d'Allemagne/ martin.schlecht@diplo.de

Article « Remise de matériel » : © GIZ/ Sôssô Takougnadi, sosso.takougnadi@giz.de

Article « Programme de sécurité alimentaire » : © Keke Raymond, Raymond.Keke@gfa-group.de

Article « SNRD » : © GIZ/ Edinam Afatchao, dzigbodi.afatchao@giz.de

Article « Mise en place de la démarche qualité » : © Kodjo Ferdinand, sakofer2007@gmail.com

Article « Atelier régional » : © Sabirou Mohamed Seidou, sabirouseid@yahoo.fr